

Lettres québécoises
La revue de l'actualité littéraire



Jules Fournier
Interview

Adrien Thério

Numéro 35, automne 1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/39743ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Jumonville

ISSN

0382-084X (imprimé)

1923-239X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Thério, A. (1984). Jules Fournier : interview. *Lettres québécoises*, (35), 44–51.



Jules Fournier

Interview

Jules Fournier, journaliste bien connu dans le temps où il écrivait dans les gazettes, a eu cent ans le 23 août 84. Reporter à la *Presse* en 1903, au *Canada* en 1904, il passe au *Nationaliste* alors dirigé par Asselin en 1908. Il en devient directeur. Il passe quelques mois au *Devoir* en 1910, puis fonde son propre journal *L'Action* en 1911. On a toujours cru qu'il était mort en 1918, à l'âge de 33 ans. Est-ce vrai? Adrien Thério est pourtant convaincu que le personnage avec qui il s'est entretenu, au bureau de *Lettres québécoises*, fin juillet, est bien le Jules Fournier du *Nationaliste* et de *L'Action*. Voici comment la chose s'est passée:

J'étais en train de causer avec Gaétan Lévesque, secrétaire de Lettres québécoises comme cela m'arrive deux ou trois fois par semaine, quand la porte extérieure du bureau, la seule qui était fermée, s'est ouverte. Nous avons vu alors apparaître un vieil homme à la chevelure blanche qui marchait un peu difficilement. Il avait des yeux remarquables. Il nous regardait d'un drôle d'air. Le demi sourire qu'il esquissa mit soudain de la vie dans ce visage auquel les rides donnaient de l'éclat. Il finit par dire, en s'avançant un peu: «Je suis bien rue Ontario? Et je suis au bureau de Lettres québécoises?» Nous lui fîmes signe que oui et je l'invitai à s'asseoir dans le fauteuil en face de moi.

«Voyons, Thério, vous ne me reconnaissez pas? Je suis Jules Fournier. Je viens tout juste d'avoir cent ans et je me suis dit, vous connaissant un peu moi-même, à cause de ce que vous avez écrit sur moi, que pour fêter cet anniversaire, vous accepteriez peut-être de m'interviewer. «Ça tombe bien, dis-je, puisque mes projets d'interviews pour le numéro que nous commençons viennent de tomber à l'eau». «J'en ai de la chance! Eh! bien, si vous êtes prêt, je le suis».

Je transcris ici pour le bénéfice de mes lecteurs qui connaissent bien Jules Fournier, et pour ceux qui ne le connaissent pas, l'entrevue que j'ai eue avec lui, toujours en présence de Gaétan Lévesque.

A.T.: Il y a longtemps que vous avez disparu de la circulation. C'était en 1918. On m'a raconté que vous aviez été emporté par la grippe espagnole?

J.F.: On raconte bien des choses. En fait, je n'ai jamais eu la grippe espagnole. Et je ne suis pas mort en 1918. Je n'en pouvais plus de me battre contre des hordes de politiciens véreux. J'avais commencé jeune, vous savez. Je n'avais pas encore vingt ans. Et on s'use vite dans le journalisme de combat. Alors, je me suis entendu avec ma femme. J'allais mourir de la grippe espagnole. On chanterait mes funérailles à cercueil fermé. Et pendant ce temps, je me trouvais un nouveau nom, je me faisais une nouvelle personnalité en me rasant les cheveux de près, en me laissant pousser la barbe. Un mois plus tard, je devenais bibliothécaire — vous savez que j'ai toujours aimé les livres — à Québec. Je m'étais promis, au moment de devenir un autre, que je n'écrirais plus jamais dans les gazettes. J'ai tenu parole. J'ai continué à faire mon métier de bibliothécaire jusqu'à ma retraite, à soixante-dix ans. Depuis lors, je fais de la traduction pour une grande compagnie qui se spécialise en aéronautique. Je me paie des petits voyages en France et en Angleterre, de temps en temps. À tout prendre, j'ai fait, depuis que j'ai quitté le journalisme, une vie bien tranquille.

A.T.: Vous ne vous êtes pas remarié?

J.F.: J'en ai eu la tentation. J'ai en effet rencontré une femme remarquable au moment où j'allais avoir quarante ans. Pour ne pas faire de peine à mon épouse qui était la seule à connaître ma nouvelle identité, j'ai préféré l'union libre. C'est une façon de parler. Nous ne vivions pas dans le même appartement. Mais nous demeurions dans le même building. Elle était plus jeune que moi mais malheureusement, elle n'a pu lutter contre le temps aussi bien que moi. Elle est décédée il y a une vingtaine d'années. Elle m'a donné deux filles qui sont grand-mères aujourd'hui. Comme le temps passe vite! Dans quelques années, j'aurai des arrière-arrière petits-fils et petites-filles.

A.T.: Est-ce que vous souhaitez que, dans cette progéniture, quelqu'un prenne la plume et suive vos traces dans le journalisme?

J.F.: Qu'un de mes descendants devienne écrivain, romancier, poète ou

dramaturge, j'en serais honoré. Qu'il suive mes traces et devienne journaliste de combat, je ne le souhaite pas. C'est une vocation qui est trop exigeante et vous empêche de vivre. C'est d'ailleurs pour cette raison que j'en suis sorti à 33 ans. Je voulais jouir de la vie avant de mourir.

A.T.: Et même aujourd'hui, à cent ans, vous ne regrettez pas d'avoir pris cette décision?

J.F.: Au contraire! En devenant bibliothécaire, je me suis senti revivre. Oh! je ne dis pas que je n'ai pas envie, de temps en temps, quand je vois les représentants du peuple, que ce soit en politique fédérale, provinciale ou municipale, prendre des décisions importantes, sans consulter leurs électeurs, d'envoyer des lettres aux journaux pour protester contre leurs façons de procéder. Oseriez-vous dire que la démocratie existe à l'Hôtel de ville de Montréal? Vous avez un maire qui se targue de prendre des décisions sans jamais consulter les gens.

A.T.: Comme pour ce projet de Caddillac-Fairview!

J.F.: Un chancre dans le centre-ville de Montréal? Pour une fois, des groupes de citoyens élèvent la voix, protestent. Seront-ils plus forts que lui? Espérons-le.

A.T.: Si je comprends bien, même à votre âge, vous n'avez pas cessé de vous intéresser à la politique. Vous avez toujours été un ardent défenseur de la démocratie. Croyez-vous que depuis 1920, les Canadiens et les Québécois ont vraiment appris à vivre en régime démocratique?

J.F.: Au fédéral et au provincial, il y a certes eu des progrès. La population est plus instruite, le journalisme plus aguerri, de telle sorte que les élus du peuple ne peuvent plus faire leurs quatre volontés comme c'était le cas dans mon temps. Entre 1900 et 1920, quand les journalistes criaient un peu fort, on les mettait en prison. J'en sais quelque chose. Mon ami Asselin aussi. Ce serait assez difficile de faire la même chose aujourd'hui. Il reste, quand même, que l'ère des pots-de-vin n'est pas finie. Pierre Trudeau vient de nous en donner un bel exemple. Au moment de quitter la scène politique, il va chercher une dizaine de millions dans la poche des contribuables pour récompenser ses amis. C'est d'une indécence remarquable.

A.T.: Vous ne semblez pas aimer M. Trudeau. C'est quand même un homme de grande envergure.

J.F.: Je ne l'aime pas mais je l'admire beaucoup. Il est extrêmement intelligent. Il lui vient souvent de belles et bonnes idées. Le malheur, c'est qu'il croit être le seul à avoir des idées.

A.T.: Je n'ose presque pas vous demander ce que vous pensez de M. Lévesque et du Parti québécois.

J.F.: Ce que je peux dire, en tout cas, c'est que M. Lévesque comprend mieux l'esprit de parlementarisme que ne l'a jamais compris M. Trudeau. Il ne gouverne pas seul comme le faisait M. Trudeau et c'est déjà quelque chose. Il a eu pour le seconder des gens remarquables. J'aurais difficilement pu dire la même chose des gens qui entouraient M. Gouin. Mais il les a presque tous perdus. N'est-ce pas un signe que le Parti québécois est fatigué, rendu, exténué? Soyons juste: il a, pendant plusieurs années, donné à la collectivité québécoise l'envie de vivre, de se développer, de faire des choses. C'est important. Que la fatigue se fasse sentir, c'est normal. Ce qu'il faut souhaiter, c'est que la relève se prépare et qu'elle soit là quand l'heure sera venue.

A.T.: Que voulez-vous dire?

J.F.: Je veux dire que l'indépendance, surtout quand on veut la faire de façon pacifique, ne se fait pas en quelques années.

A.T.: Vous êtes donc devenu indépendantiste?

J.F.: Cela vous surprend? Rappelez-vous ce qu'Asselin et moi prônions quand nous travaillions au *Nationaliste*: le plus d'indépendance possible pour le Québec tout en gardant un lien avec le Canada. Comment aurions-nous pu vouloir faire l'indépendance en 1910 alors que la province était sous-développée, pauvre, presque en loques, et aux prises avec des politiciens qui n'entraient aux parlements que pour s'enrichir au profit du peuple? Ce n'est plus la même chose aujourd'hui. La population a presque triplé. Les richesses naturelles ont été développées. On ne peut plus dire que le Québec est pauvre. Je n'aurais donc plus d'objection à ce que le lien avec le Canada finisse par se rompre. Mais cela ne vaut pas une guerre. De toute façon, même si l'indépendance tarde à venir,

rien n'empêchera les Québécois, au fil des années, de devenir beaucoup plus autonomes face au Canada anglais.

A.T.: Vous envisagez donc l'avenir du Québec avec optimisme?

J.F.: Disons avec un certain optimisme. Car la partie n'est pas encore gagnée. Il y a des domaines où il y a beaucoup de rattrapage à faire.

A.T.: Vous pouvez préciser?

J.F.: En éducation, par exemple.

A.T.: Depuis un peu plus de vingt ans, nous avons tout refait de fond en comble. Nous nous sommes donné un ministère de l'Éducation en 1966. L'Université n'est plus réservée à une petite élite comme dans votre temps. Est-ce que ce n'est pas cela la démocratisation de l'enseignement?

J.F.: Vous n'avez pas tout à fait tort mais vous n'avez pas tout à fait raison non plus. Vous me parlez d'un ministère de l'Éducation. Ne vaudrait-il pas mieux parler d'un ministère de l'instruction publique? Il y a en effet, au Québec, à l'heure actuelle, beaucoup de gens instruits. Il y a beaucoup de diplômés. Y en a-t-il autant qui sont vraiment éduqués?

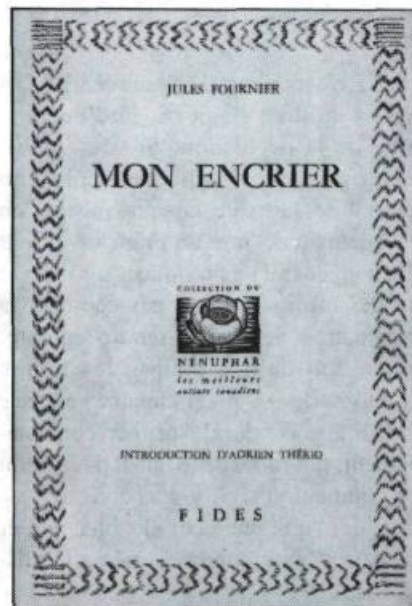
A.T.: Vous ne voudriez tout de même pas que nous remettions en place le cours classique d'autrefois?

J.F.: Je n'ai pas été peiné de voir disparaître le cours classique parce que la véritable éducation ne se fait pas uniquement par le biais des études latines ou grecques. Mais le cours classique avait quand même du bon. Il nous donnait un avant-goût de l'éducation. Une petite élite parmi la petite élite dont vous parliez tout à l'heure en profitait et parvenait à se donner une véritable éducation. On ne va pas au collège ou à l'université uniquement pour s'instruire mais surtout pour acquérir le goût de l'étude, un goût que l'on développe ensuite dans la vie et qui permet de s'éduquer. Est-ce que les collèges et les universités actuels donnent aux étudiants qui les fréquentent cet appétit de la chose culturelle et littéraire qu'on garde toute sa vie? Permettez-moi d'en douter. Ils veulent un diplôme, c'est normal. Le malheur, c'est qu'ils ne veulent rien d'autre. Vous enseignez la littérature québécoise si je ne me trompe? Croyez-vous que les étudiants avec qui vous avez lu, étudié les meilleures

oeuvres de notre littérature, vont continuer plus tard à lire des auteurs québécois?

A.T.: Vous me posez la question?

J.F.: Oui, je vous pose la question et vous n'avez pas l'air pressé de répondre. La vérité, c'est que s'ils acceptent de suivre des cours qui vont leur faire connaître ceux que vous appelez les classiques de notre littérature, c'est tout simplement pour se donner un vernis qui leur permettra de ne pas passer pour ignares dans la société où ils évolueront. Passé le seuil du collège ou de l'université, ils s'empresseront de mettre cela au rancart et de s'en tenir à la lecture du journal ou des bandes dessinées. Est-ce que c'est cela l'éducation?



A.T.: J'avoue que vous n'avez pas tout à fait tort. Mais avez-vous un remède à proposer?

J.F.: Je n'ai certes pas de remède miracle. L'éducation tout comme l'indépendance est une affaire de longue haleine. Je ne désespère donc pas. Mais je crois que la formule Cégep qui est en place à l'heure actuelle devrait être repensée de bout en bout. En tout cas, elle n'a pas donné les résultats qu'on en attendait. À qui la faute? À la société d'une façon générale.

A.T.: Vous ne désespérez pas mais vous n'êtes pas optimiste?

J.F.: Comment pourrais-je l'être quand on voit l'influence que la télévision américaine peut avoir sur tous ces jeunes gens assoiffés de savoir? Au congrès des pro-

fesseurs de français qui s'est tenu à Québec, il y a quelques jours, on a accusé la France et les Français d'être impérialistes, en regard des autres peuples de langue française. Quand on est petit, on accuse les grands. C'est dans l'ordre des choses. Mais il faut que l'influence de la France se fasse sentir ici si nous voulons conserver le peu qui nous reste de notre âme française. Si j'étais ministre de l'Éducation, à Québec, je ferais passer une loi par le parlement qui obligerait tous les cégépiens à faire un stage d'un an dans un collège français avant de pouvoir avoir leur diplôme. Ils découvrirait peut-être, à côté de ceux qu'ils se plaisent à appeler leurs cousins, cet appétit dont je parlais tout à l'heure pour la chose intellectuelle. Ce goût pour l'étude et la culture, la plupart des jeunes européens l'acquièrent avant d'arriver à l'Université. C'est ce qui nous manque ici. Nous avons toujours eu trop peur de la France. Le jour où les Québécois seront non seulement instruits mais éduqués, ils n'en auront plus peur. Il faudra, si je ne m'abuse, une autre révolution tranquille, avant que nous en arrivions là.

A.T.: En attendant cette nouvelle révolution tranquille, qu'est-ce que nous pouvons faire?

J.F.: Continuer de nous instruire, d'apprendre le français qui est une porte ouverte sur l'éducation.

A.T.: Est-ce à dire que vous n'avez pas changé d'idée sur cette question de la langue parlée au Québec? Il me semble que depuis 1920, nous avons, dans ce domaine, fait certains progrès?

J.F.: Certes, nous avons fait des progrès. Il y a au Québec aujourd'hui un grand nombre de personnes qui parlent d'une façon convenable. Il n'y en avait pas beaucoup dans mon temps. Malheureusement, il s'agit d'une minorité. Si vous regardez un peu la télévision, vous devriez savoir à quoi vous en tenir. Dès qu'un reporter ose poser une question aux gens de la rue, qu'est-ce qu'il reçoit comme réponse? Une sorte de baragouinage infect qu'aucun Français ne pourrait comprendre.

A.T.: Mais enfin, le parler populaire...

J.F.: Je veux bien vous concéder que le parler populaire, il existe en France

comme ici. Mais c'est un parler qu'on laisse derrière soi dès que l'on commence à avoir un peu d'éducation. Ici, au contraire, il y a grand nombre de gens qui se glorifient de parler joul même à l'Université. Ils ont fait cinq ans de collège, cinq ou six ans d'université et ils continuent à utiliser la langue de leur village natal, comme si toutes ces années d'étude ne leur avaient rien apporté.

A.T.: Vous croyez donc que nous sommes encore un peuple qui se plaît dans l'à peu près, expression que vous employiez naguère, je crois?

J.F.: Dans plusieurs domaines, non. Mais en ce qui a trait à la langue, je dirais que c'est encore un peu cela. Puis-je m'interrompre pour vous demander un peu de café. Si vous en avez évidemment?

Je me tournai vers M. Lévesque qui a toujours une cafetière à portée de la main. J'en profitai pour lui présenter notre secrétaire, ce que j'avais oublié de faire auparavant.

J.F.: Pourriez-vous y ajouter quelques gouttes de cognac? Ça ragaillardit.

A.T.: Malheureusement...

Mais M. Lévesque venait d'ouvrir une porte d'armoire et d'en sortir une bouteille d'armagnac. Il la lui montra. M. Fournier eut un petit sourire qui nous laissa croire que l'armagnac ferait l'affaire.

J.F.: Enfin, où en étions-nous?

A.T.: Vous parliez de langue québécoise.

J.F.: Oui, j'y suis. J'ai parlé d'à peu près mais à propos de ce que vous appelez la langue québécoise, j'ai aussi employé l'expression «bouches molles».

A.T.: Que voulez-vous dire exactement?

J.F.: Je veux dire que la majorité de la population ne prononce pas ses syllabes, avale la moitié des mots et ne se soucie guère de faire des phrases, je ne dirai pas élégantes mais simplement correctes. On dirait qu'ils n'ont jamais étudié la grammaire.

A.T.: Je connais beaucoup de Québécois — et vous en connaissez aussi — qui s'expriment de façon fort honnête.

J.F.: Évidemment! Évidemment! Mais avouez qu'il ne s'agit pas là d'une majorité de la population. Si vous ne me croyez pas, alors expliquez-moi comment il se fait que chaque fois qu'un Québécois rencontre un Français, il sent le besoin de mieux prononcer ses mots et fait des efforts pour ne pas écorcher la grammaire? Sans s'en rendre compte, chaque fois qu'il agit ainsi, il s'accuse de mal parler. S'il est capable, en face d'un Français, de s'exprimer convenablement, pourquoi ne le fait-il pas devant ses compatriotes? Il y a encore trop de gens, ici, qui ont peur de bien parler français. Il faut que cette mentalité disparaisse.

A.T.: Qu'est-ce que nous ferons de notre joul national? Il faut avouer qu'il nous a rendu quelques services, même en littérature?

J.F.: Je vous accorde qu'il est très pittoresque. Je comprends fort bien que les écrivains s'en servent de temps en temps. Vous savez, Molière, Maupassant et d'autres écrivains français se sont aussi, dans leurs oeuvres, servi du joul de leur temps. Mais les personnages qui utilisaient cette langue, tout comme les personnages qui l'utilisent ici dans certaines pièces de théâtre, entre autres, n'ont pas été à l'école longtemps. Cela ne donne pas droit à des gens qui ont quinze ou même vingt ans de scolarité de parler comme s'ils n'avaient jamais mis les pieds à l'école.

A.T.: Vous n'êtes pas un peu sévère?

J.F.: Comment peut-on ne pas l'être quand on a été journaliste de combat? À la fin de ma carrière de journaliste, je m'en suis même pris au grand homme de mon époque, Bourassa, quand j'ai écrit *La Faillite? du nationalisme*. Je crois qu'on ne me l'a pas pardonné. Il se pourrait aussi que quelques-uns de vos lecteurs n'aiment pas certaines de mes remarques. Enfin, à mon âge, on a cessé de s'en faire pour si peu.

A.T.: Vous disiez en 1912 que la littérature canadienne-française n'existait pas. Que pensez-vous de la littérature québécoise actuelle?

J.F.: En ce domaine aussi, j'ai usé de sévérité. Mais la littérature canadienne-française existait si peu, à ce moment-là. Il se publiait à peine un roman ou une plaquette de poésie par année. Et nous n'avions pas l'idée de retourner aux sources. C'est là que se trouvaient nos véritables écrivains. Depuis une vingtaine d'années, nos chercheurs se sont mis à l'oeuvre. Il est beaucoup plus facile maintenant d'imaginer les contours de cette littérature qui est devenue québécoise.

A.T.: Mais la littérature actuelle?

J.F.: J'y viens. Je ne lis pas tout ce qui se publie. Je suis prêt à reconnaître que nous avons maintenant, ici, des écrivains remarquables, que ce soit dans le domaine du roman, de la poésie, du théâtre. C'est le signe le plus évident de l'existence du peuple québécois. Mais je ne tiens pas à m'étendre sur ce sujet car



Maison natale de Jules Fournier à Côteau-du-Lac.

je pourrais encore, à l'égard de quelques-unes de nos têtes d'affiche, me montrer très sévère. On vous en voudrait autant qu'à moi.

A.T.: Et les Franco-Américains? Êtes-vous retourné les voir? Vous croyiez dans le temps, que dans certains états de la Nouvelle-Angleterre, la vie française pourrait se maintenir et prospérer?

J.F.: On n'entend plus parler d'eux. Est-ce que cela ne veut pas tout dire?

À ce moment de notre entretien, M. Fournier se leva. Je compris qu'il voulait nous quitter.

J.F.: Je me sens un peu fatigué. Je n'ai pas l'habitude des interviews. Je crois que je vais regagner mon hôtel.

A.T.: J'avais encore plusieurs questions à vous poser.

J.F.: Je voudrais vous obliger mais, à mon âge, vous savez... Mais j'ai une idée. Si vous croyez que cela pourrait faire plaisir à vos lecteurs, pourquoi ne

pas reprendre, à la fin de cette interview un des articles que vous avez inclus dans cette anthologie que vous avez publiée, il y a quelques années?

A.T.: C'est une excellente idée. Que pensez-vous de *Examen de conscience*?

J.F.: À vous de choisir, cher ami.

Sur ce, M. Fournier nous serra la main, redressa ses maigres épaules et se dirigea vers la porte à pas lents. La porte refermée, je me suis rendu compte que j'avais oublié de lui souhaiter un bon anniversaire. □

Examen de conscience¹

Un journal s'irrite généralement contre les hommes ou les choses qui, d'une façon ou d'une autre, s'opposent au but qu'il s'est fixé.

Or, quel est le but du *Nationaliste*?

Depuis le premier jour de son existence, il n'en a jamais poursuivi d'autre que la réforme de l'opinion. C'est à quoi il a consacré jusqu'ici la somme entière de ses efforts et de ses énergies.

Depuis le premier jour de son existence, il n'a cessé de répéter qu'il n'y a rien à attendre de l'action purement politique, et que le salut de la race ne peut venir que de la conscience publique éclairée et purifiée.

Cinq années de lutte continuelle n'ont fait que le confirmer davantage dans cette opinion.

Aussi longtemps que les Canadiens français resteront plongés dans l'abrutissement où les tiennent leurs journaux; aussi longtemps qu'ils porteront ce joug d'ignorance, de fanatisme, il ne servira de rien de renverser les ministères. Sans doute il ne faut point manquer, quand on le peut, de clouer à la porte des parlements la tête de quelque bon boodler. Cela fait un épouvantail pour les autres pendant trois semaines, et surtout cela pourrait contribuer dans une large mesure au relèvement de l'esprit public, s'il se trouvait seulement trois journaux comme le nôtre pour tirer de tels faits les conclusions qui s'en dégagent. Mais enfin, quand vous aurez changé de gouvernants, où en serez-vous si vous n'avez pas aussi développé parmi nos populations le sens du devoir civique?

Changer de gouvernants, c'est ce que nous faisons depuis quarante ans, dans la Province de Québec! Les libéraux ont tour à tour succédé aux conservateurs, et les conservateurs aux libéraux. Tous nous arrivaient avec de belles promesses et de belles idées; ils se disaient pleins d'espoir dans la réussite de leurs programmes, et probablement étaient-ils sincères. Tous, cependant, au bout de deux ans, au bout d'un an, — quelques-uns même au bout de six mois, — allaient aboutir aux pires échecs. C'était peut-être un peu leur faute, mais il semble surtout que ce fût celle du peuple. Je sais bien que ces ministres, Rouges ou Bleus, n'étaient pas tous des prodiges de science politique et d'habileté administrative; il y avait bien certainement la moitié d'entre eux qui ne demandaient pas mieux, dès leur avènement, que de trafiquer de leur charge. Mais il faut trouver autre chose encore pour expliquer les banqueroutes successives de nos gouvernants, puisque, à la même époque, la Province d'Ontario, avec des hommes qui, individuellement, n'étaient supérieurs aux nôtres ni par l'intelligence ni par le caractère, faisait d'immenses progrès dans tous les domaines. Cette «autre chose» qui nous faisait défaut et que possédait l'Ontario, c'était une opinion publique éveillée et agissante.

S'il existait chez nous une puissance de cette nature, M. Gouin, malgré sa veulerie et son manque de sens politique, comme en dépit des incapables et des écumeurs qui gravitent dans son orbite, M. Gouin lui-même serait forcé de nous donner une administration beaucoup moins mauvaise.

Par contre, supposez, ce qu'à Dieu ne plaise! que les nationalistes soient appelés demain à diriger les affaires de la province. Sans doute on ne verrait point sous eux le pot-de-vin fleurir et prospérer comme aujourd'hui; sans doute aussi ils réussiraient à améliorer dans une certaine mesure le sort du peuple. Une chose non moins sûre, cependant, c'est que s'ils se désintéressaient aussi complètement que leurs prédécesseurs de la formation d'un esprit civique, ils ne pourraient exécuter la dixième partie seulement de leur programme, faute de sentir derrière eux, pour soutenir leur bras, un public averti et patriote.

Nous ne sommes pas les premiers à réclamer pour notre province et notre race une politique honnête et rationnelle. Selon certaines gens, nous aurions la prétention d'être les seuls patriotes qu'il y ait jamais eu au pays, mais c'est là une de ces légendes imbéciles comme le *Canada* sait en fabriquer. À plus d'une reprise, en effet, notre journal a rappelé les efforts tentés autrefois par des hommes de bonne volonté pour nous tirer de l'ornière. Ces hommes rêvaient pour leur race un avenir de progrès et de grandeur. Ils étaient tout aussi patriotes et tout aussi intelligents que nous le sommes. Enfin, comme nous, ils se jetaient dans la lutte avec un cœur pur et des mains sans tache. Cependant ils ont échoué.

Nous avons sur eux il est vrai, cet avantage de posséder un chef comme ils n'en connurent point, — un chef qui joint à une éloquence souvent irrésistible, une justesse et une netteté de conceptions que l'on chercherait en vain chez aucun de ses prédécesseurs. De plus, étant venus plus tard, nous y avons gagné de pouvoir tirer des événements quelques leçons de plus. Mais nous y avons aussi perdu, car l'apathie et l'aveuglement du peuple grandissent constamment, et chaque année qui passe creuse une brèche nouvelle à l'édifice national. La conséquence, c'est qu'avec des moyens à peine supérieurs (si nous faisons abstraction de la personnalité des chefs), nous avons à faire face à des difficultés incomparablement plus lourdes.

Les premiers nationalistes (si l'on peut ainsi les appeler) se figuraient que du jour où l'on a le pouvoir, rien n'est plus facile que de faire de grandes choses. Ils oubliaient que les gouvernants ont presque toujours les bras liés tant qu'ils n'ont pas mis le peuple en état de s'intéresser intelligemment à leurs projets. Si nous tombions jamais dans cette erreur, nous aurions exactement le même succès que nos devanciers. Nous pourrions nous emparer du gouvernement et le garder pendant quelque temps, mettre fin à quelques injustices et accomplir quelques réformes de détail, mais ce serait tout; nous n'attaquerions point le fond du système, et la Province ne serait guère plus avancée après que devant.

Le mal dont nous souffrons exige en effet plus que des changements de ministères. Il est profond, et touche à la source même de notre vie nationale.

Appelés à vivre dans un pays de démocratie, nous entendons absolument à rebours l'esprit du parlementarisme. Après soixante ans de gouvernement responsable, il nous reste encore à apprendre que ce régime est avant tout le gouvernement du peuple PAR LE PEUPLE; que les ministres sont là seulement pour obéir à nos ordres, et que c'est à nous de leur dicter en tout temps, et non pas seulement une fois tous les cinq ans, les actes qu'ils doivent accomplir pour notre compte. Ainsi l'on fait en Angleterre, où ce n'est pas dans les parlements que s'élabore et se façonne principalement la politique de la nation, mais bien dans les assemblées publiques et dans les banquets, dans les Chambres de Commerce et dans les réunions sociales, dans les clubs et dans les journaux, et où les ministres, si éminents qu'ils soient, ne sont en somme que des employés chargés d'exécuter les volontés du peuple. Pour nous, au contraire, il semble que ce ne sont pas des ministres que nous possédons, mais bien des dictateurs à qui nous avons donné carte blanche pour la durée entière de leur terme d'office. Par suite nous nous croyons dispensés de prendre la moindre part à la conduite des affaires du pays pendant toute cette période, et nous négligeons complètement les questions publiques.

Nous n'avons pas l'air de nous douter que ce n'est pas du tout cela que l'on appelle le gouvernement populaire, et nous ne paraissions même pas soupçonner de différence entre un peuple qui se gouverne lui-même, comme le peuple anglais, et un peuple comme le nôtre, gouverné seulement par quelques-uns. C'est cependant une véritable oligarchie sous laquelle nous vivons entre les élections, puisque nos ministres, n'ayant à tenir compte d'aucune espèce d'opinion publique, sont les seuls maîtres de nos destinées.

Ce serait peut-être le lieu de se demander si cette indifférence que nous constatons chez nos compatriotes à l'égard de la chose publique, si cette impuissance à comprendre et à utiliser le

parlementarisme, n'est pas un trait commun à tous les peuples latins. Chose certaine, ce régime, d'institution pour eux relativement récente, paraît plutôt les embarrasser, et ils n'ont pu encore en pénétrer le fonctionnement. C'est qu'on n'a pas en vain derrière soi trente siècles de monarchie. L'esprit des vieilles institutions persiste sous des formules nouvelles, et l'absolutisme d'un Colbert ou d'un Richelieu survit dans un Combes ou dans un Clemenceau. On dira sans doute que la République (pour nous en tenir à l'exemple de la France) a toujours la ressource de déposer ses ministres, et cela est parfaitement vrai, mais c'est la seule différence qu'il y a entre ceux-ci et leurs devanciers d'il y a deux cents ans: le peuple, dans l'intervalle des grandes consultations électorales, ne prend pas plus de part au gouvernement qu'il n'en prenait sous la Royauté. Si le Français d'aujourd'hui fait une large place à la politique dans ses préoccupations, c'est au même titre qu'à la dernière pièce de théâtre ou au dernier scandale mondain. Ce qu'il y cherche avant tout, ce sont des sujets de conversation ou des émotions nouvelles, jamais l'occasion de contribuer pour sa part au gouvernement du pays. C'est ainsi que le sceptre des anciens rois est tombé aux mains de quelques politiciens, et que la souveraineté populaire reste toujours un mythe pour la France.

Ce trait de race ne s'accuse pas moins ici que chez nos cousins d'Europe. Quand nous avons une fois désigné, en jetant notre bulletin dans l'urne, les hommes qui nous paraissent les plus dignes de confiance, nous croyons être quittes envers le pays pour les cinq années à venir. Jamais nous n'aurions l'idée de diriger nous-mêmes la politique de la nation, ou seulement d'y collaborer, en prêtant aux affaires publiques, dans une certaine mesure, l'attention que nous accordons à nos propres affaires.

Il n'y aura pourtant jamais d'autre moyen pour nous d'assurer notre progrès matériel et moral. «Aide-toi, le Ciel t'aidera»; ce mot est vrai surtout des collectivités, et l'Histoire n'offre pas d'exemple d'un peuple que l'on ait sauvé malgré lui. Voilà pourquoi le *Nationaliste* n'a jamais attaché qu'une importance secondaire à la conquête du pouvoir; ce qu'il tient pour l'oeuvre essentielle et fondamentale, c'est d'inspirer à nos compatriotes une nouvelle conception du devoir civique. □

1. Dans *Le Nationaliste*, 28 février 1909.

Louis-Joseph Béliveau et la vie littéraire de son temps



suivi d'un Album-Souvenir
par l'École littéraire de Montréal

Paul Wyczynski

La présentation critique d'un document
unique sur le Montréal de la fin du
19^e siècle.

les éditions
fides

Format: 23 cm × 15 cm
189 pages

Prix: 14,95 \$
ISBN 2-7621-1229-X

5710, avenue Decelles, Montréal H3S 2C5, (514) 735-6406